



PRÉFET DE LA SOMME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPSM de la Somme
DIRECTION GENERALE

24 OCT. 2025

ARRIVEE

ARRÊTÉ **accordant un permis de construire** **au nom de l'Etat**

PERMIS DE CONSTRUIRE
N° 080 261 24 M0011

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.421-6, L.425-1, R.422-2, R.421-1 et suivants ;

Vu la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur et des Outre-mer du 12 juin 2024 portant nomination de Monsieur Xavier ROUSSET, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, de classe normale, directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Xavier ROUSSET en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu le permis de construire présentée le 20 décembre 2024 par l'Établissement public départemental de santé mentale (EPSM 80), représenté par Madame Véronique GAILLARD demeurant route de Paris à Dury (80480) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension de 2 bâtiments (10 lits), la création d'un hall d'accueil, d'une halle/galerie d'activités et de détente, emplacement du système de chauffage, la création d'une nouvelle voirie et 39 places de parking ;
- sur un terrain situé route de Paris à Dury (80480) ;
- pour une surface de plancher créée de 1986 m² ;

Vu l'avis de dépôt de la demande susvisée, affiché en mairie de Dury le 20 décembre 2024 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 30 novembre 2020, modifié le 8 novembre 2021 et révisé le 7 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du maire de Dury du 5 mars 2025 ;

Vu l'avis de la Direction régionale des affaires culturelles en date du 11 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable de l'Agence régionale de santé Haut-de-France en date du 24 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable de la Commission intercommunale Amiens-Métropole contre les risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public en date du 15 avril 2025 reçu le 5 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission départementale d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 31 juillet 2025 ;

Vu le permis de construire accordé tacitement le 5 août 2025 ;

Vu la lettre de saisine relative à la procédure contradictoire notifiée le 5 septembre 2025 ;

Considérant que le demandeur n'a pas formulé d'observations écrites ou orales sur la procédure contradictoire ;

Considérant que le projet doit respecter les normes d'incendie et de secours ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1er. -

Le permis de construire autorisé tacitement le 5 août 2025 est RETIRÉ.

Article 2. -

Le permis de construire est ACCORDÉ.

Article 3. -

Les prescriptions de la Commission intercommunale Amiens-Métropole contre les risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public ci-annexées devront être strictement respectées.

Article 4. -

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme et le maire de Dury, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Directeur départemental
des territoires et de la mer
Pour le préfet et par délégation
Xavier ROUSSET

21 OCT. 2025

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorial compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Commission Intercommunale pour l'Accessibilité
des Personnes en situation de Handicap
dans les Établissements Recevant du Public**

Communauté d'agglomération d'Amiens Métropole

Procès verbal de la séance du 15/04/2025

Demande d'autorisation d'aménagement n° 080 261 24 M 0029
liée au permis de construire n° 080 261 24 M 0011

Pour la réhabilitation et l'extension d'un établissement existant

Commune : DURY

Demandeur : EPSM de la Somme représenté par Madame GAILLARD

La proposition d'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer, service rapporteur,
est joint au procès verbal.

AVIS DE LA COMMISSION :

- ☐ **Favorable** ☐ avec prescriptions
 ☐ sans prescription

☒ **Défavorable à la demande d'autorisation.**

Le Président de séance
Georges DUFOUR

**Commission Intercommunale pour l'Accessibilité
des Personnes en situation de Handicap
dans les Établissements Recevant du Public
Communauté d'agglomération d'Amiens Métropole**





Compte rendu de la séance du 15/04/2025

Demande d'autorisation d'aménagement n° 080 261 24 M 0029
liée au permis de construire n° 080 261 24 M 0011

Pour la réhabilitation et l'extension d'un établissement existant

Commune : DURY

Demandeur : EPSM de la Somme représenté par Madame GAILLARD

QUALITÉ	NOM	OBSERVATIONS	AVIS	SIGNATURE
Le Président	Georges DUFOUR		AD	
Le Maire ou Son représentant	SIMONIN-THIRIAUX Bénédicte		AD	
Le Directeur départemental des territoires et de la mer Son représentant	Catherine DAUPHIN		AD	
L'APF France handicap Son représentant	Christine TREPTE		AD	

AVIS DE LA COMMISSION :

- ☐ Favorable ☐ avec prescriptions
☐ sans prescription

☒ Défavorable à la demande d'autorisation.

CISAAM

Réunion du mardi 15 avril 2025

RAPPORT D'ETUDE DU DOSSIER

D 25-87 AT 080 261 24 M 0029 liée au PC 080 261 24 M 0011 - DURY

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L. 122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 080 261 24 M 0029
N° urbanisme : PC 080 261 24 M 0011

Commune : DURY

Demandeur : EPSM de la Somme représenté(e) par Mme GAILLARD
Adresse du demandeur : Route de Paris CS 74410 80000 AMIENS
Nom établissement : EPSM DE LA SOMME
Adresse des travaux : Route de Paris 80480 DURY

Nature des travaux : réhabilitation, extension

Le projet consiste à réhabiliter et agrandir un Établissement Public Départemental de Santé Mentale existant.

L'extension se compose :

- d'une unité UPHV et d'une unité TSA comprenant chacune :

* 10 chambres,

* des espaces sanitaires,

* des locaux communs (salle de bains, repas, salles activités, bureau soins, salle de détente, office, salon ...)

* des locaux réservés à l'entretien (lingerie, laverie, rangement ...).

La réhabilitation concerne un bâtiment existant relié à l'extension.
Les salles le composant sont ré-organisées et certaines destinations modifiées.

Il comprend, dans le cadre du projet :

- * une salle polyvalente
- * des espaces médicaux (salle "ergo", bureau médecin, infirmier, salle psychomotricité, pharmacie ...)
- * des locaux techniques.

L'existant est relié à l'extension par des couloirs de circulation.

Un accès depuis le domaine public et le stationnement adapté est mis en place ;
36 places de stationnement sont créées (dont 3 réservées aux PMR).

Type : J Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées / Catégorie
ERP : 4

Demande de dérogation : non

AVIS DE L'INSTRUCTEUR

- sur l'autorisation : Défavorable

Après étude du dossier, il apparaît que le projet ne respecte pas l'arrêté du 20 avril 2017 modifié relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, notamment ses articles 10 et 12 :

ERP/Arrêté du 20 Avril 2017/Art.10-Portiques, portes, sas /II.1) Dimensions

1° Caractéristiques dimensionnelles :

Les portes principales desservant des locaux ou cones pouvant recevoir 100 personnes ou plus ont une largeur de passage utile minimale de 1,40 m. Si les portes sont composées de plusieurs vantaux (Q/R), la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,90 m, correspondant à une largeur de passage utile de 0,83 m.

Les portes envisagées au projet (2x.45m) sont des portes dites "western" non conformes à la réglementation.

ERP - IOP Existant/Arrêté du 20 avril 2017/Art.12-Sanitaires

Dans les sanitaires "PMR 6", l'espace de manoeuvre de porte avec possibilité de demi-tour empiète sur le débattement de la porte d'entrée dans le sas, ce qui est non conforme à la réglementation (cf annexe 2 de l'arrêté susvisé).

De plus, les pièces jointes au dossier sont insuffisantes et ne répondent pas aux attendus de l'article 2 de l'arrêté du 11 septembre 2017 relatif au contenu de la demande d'autorisation d'aménager un établissement recevant du public :

- absence d'éléments de compréhension du cheminement emprunté depuis le domaine public et les places de stationnement (matérialisation, points de niveaux, pourcentage de pente ...)
- certaines cotes sont absentes (ex. porte de l'entrée principale dans l'extension)
- la notice d'accessibilité est succincte et généraliste, elle ne présente pas de manière détaillée comment le projet prend en compte l'accessibilité.

Au regard de l'état actuel du dossier et des non-conformités énoncées, je propose, en ce qui concerne mes services, au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées, un **AVIS DÉFAVORABLE** au projet repris ci-dessus.

Le Responsable du
Bureau Qualité de la Construction

Sonia Douay



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Régional de l'Archéologie

Affaire suivie par : Alexandre Audebert

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Le Préfet de région

à

DDTM 80
35 Rue de la Vallée
80000 AMIENS

Références : PC08026124M0011-1

Amiens, le 11 mars 2025

SERVICE TERRITORIAL
PICARDIE MARITIME

13 MARS 2025

ARRIVEE

Objet : Archéologie préventive – Réception d'un dossier d'aménagement
Références : DURY (SOMME), Route de Paris
Section cadastrale AO Parcelle n°670
PC08026124M0011
Votre courrier du 25 février 2025
Livre V du Code du patrimoine

Vous m'avez transmis le dossier d'aménagement visé en référence afin que j'évalue son impact sur d'éventuels vestiges archéologiques et que je détermine, le cas échéant, les mesures d'archéologie préventive nécessaires à mettre en œuvre.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 5 mars 2025.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. **Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive.**

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Pour le Préfet de la région Hauts-de-France,
et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
et par subdélégation
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint


Alexandre Audebert



**PRÉFET
DE LA SOMME**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

SERVICE TERRITORIAL
PICARDIE MARITIME

13 MARS 2025

ARRIVEE

dossier n° PC 080 261 24 M0011

date de dépôt : 20 décembre 2024

demandeur : **ETABLISSEMENT PUBLIC
DEPARTEMENTAL**, représenté par :

pour : l'extension de 2 bâtiments (10 lits), la
création d'un hall d'accueil, d'une halle/galerie
d'activités et de détente, remplacement du
système de chauffage, la création d'une
nouvelle voirie et 39 places de parking

adresse terrain : Route de Paris, à Dury (80480)

Préfet de Somme

DDTM 80
35 RUE de la Vallée
80000 Amiens
Affaire suivie par :
Agnes DUBOIS-HUBERT
03 64 57 25 00

Monsieur le Maire

80480 Dury

**CONSULTATION
DES PERSONNES PUBLIQUES,
SERVICES OU COMMISSIONS INTERESSEES**

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un dossier relatif à la demande susvisée..

En l'absence de réponse dans un délai de 1 mois, votre avis sera réputé donné favorable.

Votre avis, s'il est défavorable ou s'il contient des prescriptions, doit être motivé en droit et en fait pour pouvoir être légalement repris dans l'arrêté.

Je vous demanderai par ailleurs de bien vouloir me renvoyer l'exemplaire du dossier qui vous a été adressé.

Fait à Abbeville, le 25 février 2025

La cheffe du bureau ads

Sarah Poilvert

*Avis favorable,
Dury, le 5 mars 2025*



Le Maire
Anne PINON

[Signature of Anne Pinon]



Réf : U-25-092

Affaire suivie par : Céline WAETERLOOS

Service régional d'évaluation des risques sanitaires

D3SE/ Sous-direction santé environnementale

Téléphone : 03.62.72.88.24

Courriel : celine.waeterloos@ars.sante.fr

Lille, le 24/03/2025

Le Directeur général de l'Agence
régionale de santé Hauts-de-France

à

DDTM80

35 rue de la vallée

80 000 AMIENS

A l'attention de Mme Dubois-Hubert

ARRIVÉE
01 AVR. 2025
SAP

Objet : Avis sur le permis de construire PC 080 261 24 M0011 – route de Paris à Dury
(parcelle OA670)

Par courrier reçu en date du 6 mars 2025, vous sollicitez l'avis de l'Agence Régionale de Santé sur le dossier d'autorisation d'urbanisme cité en objet, déposé par l'Etablissement public départemental, représenté par Madame Véronique Gaillard. Le projet prévoit l'extension de 2 bâtiments de la MAS « La Pommeraie », pour augmenter de 10 lits la capacité actuelle, ainsi que la rénovation de l'existant.

Protection de ressource en eau et pollution potentielle des sols

D'après les plans communiqués, le présent projet n'est situé ni à proximité d'un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine, ni à proximité de sites ou sols pollués répertoriés dans les bases de données nationales. Il n'appelle donc pas de remarque particulière.

Il est cependant recommandé de rappeler au demandeur qu'il est de sa responsabilité de s'assurer de la compatibilité des usages prévus avec l'état des sols.

Etablissements recevant du public (ERP)

Le projet ayant vocation à accueillir du public, nous invitons le pétitionnaire à se rendre sur le site de l'ARS Hauts de France/rubrique urbanisme et droits des sols / rubrique établissement recevant du public et télécharger les trois fiches.

Le pétitionnaire devra prendre connaissance des fiches et mettre en œuvre les mesures nécessaires.

De même, nos services souhaitent attirer l'attention du demandeur sur la rubrique **IV-Ventilation et qualité de l'air intérieur (QAI)** de la fiche « réglementation et recommandations ».

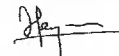
En effet, conformément à l'arrêté du 27 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2016 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air intérieur et la surveillance périodique de la qualité de l'air, les établissements identifiés sont étendus depuis le 1er janvier 2025 aux établissements de santé et médicaux-sociaux.

Au regard des éléments présentés, un **avis favorable est donné au projet présenté.**

Le Service régional d'évaluation des risques sanitaires de l'ARS reste à votre disposition pour vous apporter l'expertise que vous jugeriez utile sur ce dossier.

Pour le Directeur général de
l'ARS et par délégation

Le Responsable du service régional
d'évaluation des risques sanitaires,



Christophe HEYMAN

Copie pour information : ARS DOMS

- 5 SEP. 2025

ARRIVEE



Procès-Verbal de la commission intercommunale Amiens-Métropole contre les risques
de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 15 avril 2025

Nom ou raison sociale :

295 - EPSM 80 (HOPITAL PHILIPPE PINEL)

MAISON D'ACCUEIL SPECILISÉE « LA POMMERAIE »

4ème catégorie - J

Adresse :

ROUTE D'AMIENS 80480 DURY

Nature du dossier : Étude - Cahier des charges fonctionnel du SSI

* * * * *

Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

**Georges
DUFOUR**

Signature
numérique de
Georges DUFOUR
Date : 2025.04.16
10:59:27 +02'00'



RAPPORT DE SÉCURITÉ INCENDIE ET PANIQUE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

commission intercommunale Amiens-Métropole

Commune : DURY

Dénomination : 295 EPSM DE LA SOMME (PHILIPPE PINEL) - M.A.S LA POMMERAIE

Adresse : ROUTE D AMIENS 80480 DURY

Nature et objet du dossier :

Type : Étude

Nature : Autorisation de travaux (AT) 08026124M0029

Extension de l'établissement

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Type J - Arrêté du 19 novembre 2001 modifié - Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées

Demandeur : Mme Véronique GAILLARD - EPSM DE LA SOMME

Reçu le : 5 mars 2025

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : J « Établissements d'hébergement pour adultes handicapés »

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 54

Dont effectif hébergé : 40

Effectif personnel : 48

Effectif total : 102

Historique :

Date de la dernière visite périodique : 09 octobre 2023

Avis exploitation actuel : Favorable

- 5 SEP. 2025

Descriptif :

ARRIVEE

Il s'agit d'un établissement de plain-pied, qui comprend :

- 4 unités de vie, (rouge, verte, jaune et bleue) comprenant chacune :
 - 10 chambres à 1 lit
 - 1 salle à manger
 - 1 office de réchauffage de puissance totale installée inférieure à 20 kW
 - des locaux techniques

1 zone commune comprenant :

- 1 salle d'activité
- des bureaux
- des locaux techniques

Le chauffage est assuré par un plafond rayonnant électrique.

SSI A alarme de type 1 avec TRE dans chaque service.

Descriptif des travaux :

Le projet concerne l'extension de l'établissement.

La maison d'accueil spécialisée comporte aujourd'hui 40 lits.

Le projet consiste à créer :

- 2 nouvelles unités de 10 lits : maisonnée orange et maisonnée violette, avec création de zones "J10"
- de nouveaux locaux logistiques
- la redéfinition complète de l'administration
- la création de nouveaux vestiaires
- la création de bureaux dans chacune des maisonnées existantes
- la rénovation complète du barreau central
- désenfumage mécanique et amenée d'air frais naturelle
- les commandes des dispositifs de désenfumage seront asservies à la détection automatique d'incendie

Le chauffage actuel par cassettes rayonnantes électriques sera condamné. Il sera remplacé par un système de chauffage par radiateurs à eau chaude.

Les parties créées seront chauffées par plancher chauffant.

Les parties créées seront ventilées par un système double flux.

Le SSI sera adapté à la nouvelle configuration.

Des tableaux de report et d'exploitation seront installés dans chaque service.

3 dégagements de 7 UP.

Effectifs après travaux :

- 60 personnes hébergées, 20 visiteurs et 20 personnels

Chaque unité de vie comprendra :

- 10 chambres à 1 lit
- 1 local linge propre
- 1 local linge sale
- 1 salle de bains collective
- 1 tisanerie
- 1 espace animation
- 1 bibliothèque
- 1 salle de télévision
- 1 atelier de loisirs
- 2 sanitaires collectifs
- 1 local de soins
- 1 bureau soins
- les locaux vestiaires du personnel
- 1 salle à manger des résidents

- 1 cuisine relais
- 1 local ménage
- 1 local lave-linge

La zone centrale :

- 1 local poubelles
- 1 local linge sale
- 1 local TGBT
- 1 local courants faibles
- 1 studio accueil des familles
- 1 local pharmacie centrale
- 1 bureau polyvalent
- 1 local infirmières
- 1 bureau administration
- 1 bureau d'accueil
- les blocs sanitaires collectifs et vestiaires
- 1 local kinésithérapeute
- 1 local balnéothérapie
- 1 salle de réunion
- 2 locaux rangement

L'étude du cahier des charges fonctionnel du SSI fait l'objet d'un rapport distinct.

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X Un jeu de plans	05/03/2025
X Une notice de sécurité	05/03/2025
X Un engagement solidité	05/03/2025
X Cahier des charges fonctionnelles du SSI	05/03/2025

Observation(s) :

Des plans non scannables sont joints au dossier.

Prescriptions :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis ainsi qu'à l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | |
|---|--|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 13 | 1 Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence |
|---|--|

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8, Arrêté du
25 juin 1980 modifié -
GE 9

- 2 Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé, incluant la réalisation d'un "foyer type"
Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement

Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 43

- 3 Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 6

- 4 S'assurer à moins qu'elle n'existe déjà que la défense extérieure contre l'incendie est réalisée conformément au RDDECI 80, et ses annexes (disponibles sur le site internet www.sdis80.fr, « rubrique » présentation du SDIS, « onglet » publication, « onglet » RDDECI)

Ces points d'eau devront être réceptionnés en présence du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

En règle générale, la défense extérieure contre l'incendie doit être réalisée selon les éléments ci-dessous :

SERVICE TERRITORIAL
PICARDIE MARITIME

Débit horaire minimal (m³/h) : 60

Durée minimale (heure(s)) : 2

Volume d'eau total (m³) : 120

Nombre minimum de PEI à moins de 200 mètres : 1

Nombre minimum de PEI à moins de 400 mètres : le complément

- 5 SEP. 2025

ARRIVEE

Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
46, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
47, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 48

- 5 Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :
- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
 - l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
 - les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.
- En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

(ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-22

- 6 Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 8

- 7 Appliquer les dispositions de cet article en ce qui concerne l'évacuation des personnes handicapées de toute nature.
Rappel des dispositions de l'article GN 8 :
L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 143-4 du code de la construction et de l'habitation, les principes suivants sont retenus :
- Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humanitaire disponible en permanence pour participer à l'évacuation
 - Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés, si l'établissement est doté d'un ou plusieurs ascenseurs
 - Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux

espaces d'attente sécurisés

- Installer un équipement d'alarme perceptible (flashes lumineuses et consignes) tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément

- Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente

- Élaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-17, (ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-18

8 Fournir une attestation de solidité ou une attestation indiquant de manière conclusive que « les travaux entrepris n'impactent pas la solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 48

9 Former les personnels à l'utilisation des moyens de secours (SSI, extincteurs et consignes de sécurité).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 67

10 S'assurer de la continuité d'exploitation des services maintenus et dans tous les cas, quelque soit les zones exploitées, le SSI devra rester opérationnel.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

11 S'assurer du respect de la mission de coordinateur SSI.

Définition du coordinateur SSI (paragraphe 3.5 de la norme NF S 61 932 de décembre 2008) : « la personne physique ou morale chargée de la mission de coordination SSI ». La mission de coordination SSI s'impose par le règlement de sécurité ERP qui précise dans son article MS 53 § 2 que « les systèmes de sécurité incendie doivent satisfaire aux dispositions de la norme en vigueur... ».

Cette mission est décrite dans la norme NF S 61 931 § 5.3 : « une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles.

Elle implique la réalisation des tâches énumérées ci-après :

phase de conception... ; phase de réalisation... ; phase de modification ou d'extension... »

Pour rappel, cette activité est incompatible avec l'activité de contrôle technique (article 10 de la loi n°78-12, loi Spinetta du 04 janvier 1978). Le coordinateur SSI ne peut donc appartenir au même groupe que l'organisme agréé qui établira le RVRAT ni en être une filiale (avis de la CCS du 02/12/2010).

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

**Procès-Verbal de la Sous-Commission Départementale
d'Accessibilité aux Personnes Handicapées**

Séance du 31 juillet 2025

Assujettissement : Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des ERP et IOP ;
Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des IOP ouvertes au public ;
Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP lors de leur construction et des IOP lors de leur aménagement.

Commune : Dury

Dossier n° 25-284

N° AT ou PC : 080 261 25 M 0013 / PC 080 261 24 M 0011

N° AD'AP :

Demandeur : EPSM DE LA SOMME – MADAME GAILLARD

Établissement : EPSM de la Somme Route de Paris

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission émet un avis à la :

☐ demande de modification d'Ad'AP approuvé

☐ Favorable ☐ Défavorable Motif :

☐ demande de dérogation aux règles d'accessibilité

☐ Favorable ☐ Défavorable Motif :

☒ demande d'autorisation ou de déclaration susvisée.

☒ Favorable ☐ avec prescriptions

☐ Défavorable Motif :

☐ conformité de l'établissement avec les règles d'accessibilité et à son ouverture au public.

Pour le Préfet et par délégation,
La Responsable du Bureau qualité de la construction


Sonia DOUAY

SCDAPH de la Somme
Réunion du jeudi 31 juillet 2025

AVIS

D 25-284 - AT 080 261 25 M 0013 liée au PC n° 080 261 24 M 0011 -DURY

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L. 122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 080 261 25 M 0013
N° urbanisme : PC 080 261 24 M 0011

Commune : DURY

Demandeur : EPSM de la Somme représenté(e) par Mme GAILLARD
Adresse du demandeur : Route de Paris 80000 AMIENS
Nom établissement : EPSM DE LA SOMME
Adresse des travaux : Route de Paris 80480 DURY

Type : J Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées / **Catégorie ERP :** 4

Nature des travaux : réhabilitation, extension

Le projet consiste à réhabiliter et agrandir un établissement existant.

L'extension se compose :

- d'une unité UPHV et d'une unité TSA comprenant chacune 10 chambres, des espaces sanitaires, des locaux communs (salle de bains, repas, salles activités, bureau soins, salle de détente, office, salon ...) et des locaux réservés à l'entretien (lingerie, laverie, rangement ...).

La réhabilitation concerne un bâtiment existant relié à l'extension par des couloirs de circulation. Les salles le composant sont ré-organisées et certaines destinations modifiées.

Ce bâtiment comprend une salle polyvalente, des espaces médicaux (salle "ergo", bureau médecin, infirmier, salle psychomotricité, pharmacie ...) et des locaux techniques.

Un accès depuis le domaine public et le stationnement adapté est mis en place ; 36 places sont créées (dont 3 réservées aux PMR).

Demande de dérogation : non

AVIS DE L'INSTRUCTEUR

- sur l'autorisation : Favorable

Après étude du dossier et des éléments transmis, le projet présenté répond aux exigences de la réglementation en vigueur et n'appelle aucune observation particulière.

Sous réserve de se conformer au respect, d'une part, des documents produits à l'appui de sa demande et d'autre part, des dispositions techniques des arrêtés du 20 avril 2017 et du 8 décembre 2018 modifiés, la sous-commission émet, au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées, un **AVIS FAVORABLE** au projet repris ci-dessus.

NOTA BENE :

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article R.122-7 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire doit rédiger et notifier au demandeur l'arrêté relatif à l'autorisation de travaux. Dans le cas d'un permis de construire, ce dernier tient lieu de l'autorisation (article R. 122-9).

« Conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 avril 2017, cette décision devra être annexée au registre d'accessibilité qui doit être mis à la disposition du public depuis le 22 octobre 2017 dans chaque établissement recevant du public, y compris les établissements de 5^e catégorie ».

L'attention est attirée sur le fait que cette autorisation de travaux ne vaut pas autorisation d'ouverture prévue à l'article L.122-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Pour mémoire et pour ce qui concerne la conformité aux règles d'accessibilité pour les personnes handicapées, l'autorisation d'ouverture est délivrée au nom de l'État par le Préfet (si permis « État » ou Immeuble de grande hauteur) ou par le Maire :

- sur attestation sur l'honneur ou établie par un contrôleur technique agréé ou par une personne physique ou morale satisfaisant à des critères de compétence et d'indépendance pour tous les projets ayant fait l'objet d'un permis de construire,

- après visite des lieux par la commission compétente en matière d'accessibilité pour les établissements de la première à la quatrième catégorie lorsque les travaux n'ont pas été soumis à permis de construire (R.122-5 et R.122-6 du Code de la construction et de l'habitation).

Les établissements de 5^{ie} catégorie ne sont pas concernés par ces visites sauf demande d'avis particulière. La saisine par le Maire pour ce type de visite doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

Pour le Président de la sous-commission départementale pour
l'accessibilité des personnes handicapées
La responsable du bureau qualité construction


Sonia DOUAY

NOTA : Pour informer votre clientèle sur l'accessibilité de votre établissement et de votre envie d'accueillir tous les publics pour une société plus inclusive, renseignez la plateforme citoyenne nationale gratuite « Acceslibre » : <https://acceslibre.beta.gouv.fr/>

